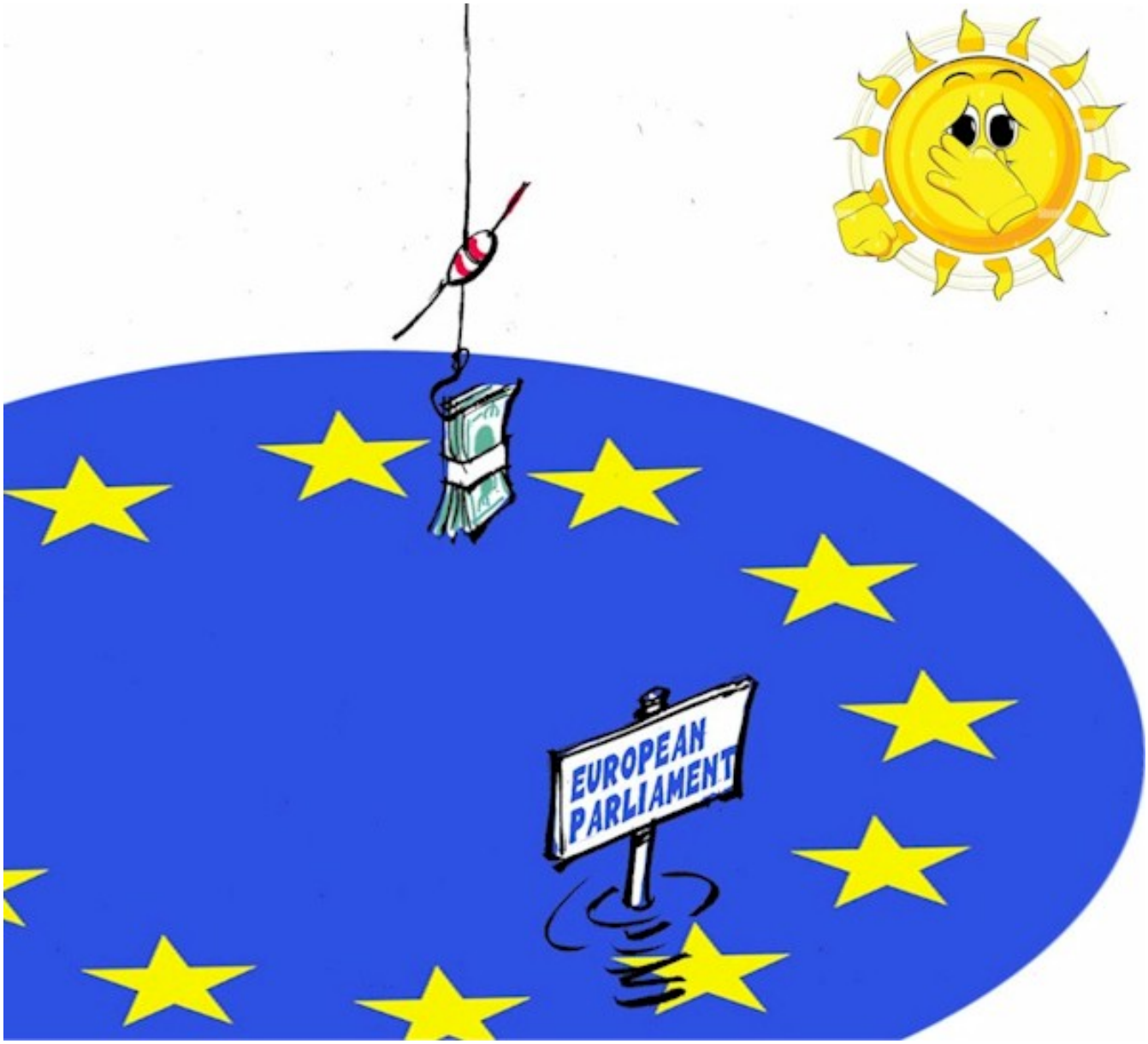
Écrit par Ahmed Bensaada
Samedi, 13 Mai 2023 20:28



Ne sentez-vous pas ces relents pestilentiels s'exhaler du Parlement européen? Ces odeurs fétides qui caractérisent l'argent pourri de la corruption, les miasmes de la mauvaise foi et les

remugles de l'improbité?

Sinon, comment expliquer cet acharnement maladif contre l'Algérie et ce silence complice envers d'autres pays comme, entre autres, le Maroc ou Israël?

Pourquoi ce parlement a-t-il passé sous silence la condamnation du militant rifain Nasser Zefzafi à 20 ans de prison, sa torture et sa sodomisation?

Comment interpréter le mutisme de ce même parlement lorsque la journaliste palestinienne Shirine Abu Aqleh a été froidement assassinée par un militaire israélien et que sa dépouille a été publiquement profanée? Et que dire de la cinquantaine de journalistes palestiniens tués par l'armée israélienne depuis le début de ce siècle?

Ce parlement gangréné par la corruption comme l'a révélée l'enquête sur le Marocgate s'érige ridiculement en donneur de leçons et en gardien des valeurs universelles. Et qu'on ne vienne pas me dire que les quelques eurodéputés accusés dans le cadre de ce scandale sont les seuls bénéficiaires des pots de vin marocains. Pour avoir profité de la « cécité volontaire » du Parlement européen et de sa protection active pendant pas moins d'un quart de siècle (!), le Maroc a dû soudoyer un très grand nombre de députés.

Et quid d'Israël? Ce pays dont les innombrables exactions, meurtres et atteintes aux droits humains contre les Palestiniens sont invisibles et inaudibles par les parlementaires européens et ce, depuis des décennies!

Au sein même de l'Union européenne (UE), le journaliste espagnol Pablo Gonzalez est emprisonné depuis plus d'un an en Pologne avec un dossier considéré comme vide. Pourquoi ne pas voter une résolution contre la Pologne pour détention arbitraire de journaliste dans des conditions très dures?

Et en Grande-Bretagne, ces députés si enclins à toiser l'Algérie, ne voient-ils pas Julian Assange mourir à petit feu dans une sinistre geôle alors qu'il mériterait le prix Nobel de la Paix? Peuvent-ils lever ne serait-ce que le petit doigt pour lui venir en aide et manifester un zeste de

compassion pour celui qui est le symbole de la liberté d'expression? De grâce, une résolution, une toute petite résolution!

En plus de ces effluves nauséabonds, une autre odeur infecte s'ajoute : celle des lobbys qui dépravent les institutions européennes de l'intérieur. Ainsi pouvait-on récemment lire à la une d'un magazine français : « *La mafia Soros - Copinages, corruption et propagande : comment les ONG progressistes de l'Open Society ont infiltré la Cour européenne des droits de l'homme* ».

Et l'Open Society n'est pas la seule à noyauter l'UE. D'autres organisations droitdelhommistes travaillent d'arrache-pied pour faire passer leurs agendas de déstabilisation des pays ciblés pour leurs courageuses positions politiques loin des dictats des puissances rogues et vieillissantes.

Il faut cependant reconnaitre que dans le cas précis de l'affaire concernant Radio M et son patron, l'UE est directement impliquée.

En effet, j'ai montré dans un précédent article que cette radio a été subventionnée par Canal France International (CFI), un organisme français financé par le Quai d'Orsay dans le cadre du projet Ebticar-Media. Mais le plus intéressant c'est que l'UE a été impliquée dans ce projet.

En janvier 2014, Canal France International (CFI) a signé deux contrats importants avec l'Union européenne (UE), d'un montant global de 2,7 millions d'euros. Une enveloppe de 1,5 millions d'euros (1,2 millions d'euros de l'UE) a été attribuée au premier qui est dédié à l'accompagnement et le développement de médias syriens « indépendants ». Par « indépendants », on insinue, bien sûr, « opposés au gouvernement syrien ». Dans le cadre de ce projet, le CFI a aménagé un centre de médias, le Syrian Media Incubator, dans la ville turque de Gaziantep, à 60 km de la frontière syrienne, pour aider à la déstabilisation de ce pays.

Le second contrat, d'une durée de trois ans (2014-2016) était destiné au financement de projets « *visant à développer l'information en ligne* » dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Doté d'un budget de 1,5 millions d'euros, le programme ciblait neuf pays arabes dont, évidemment, l'Algérie et la Syrie. C'est dans ce cadre que Radio M a été financée, de concert avec New Syrian Voices, un projet syrien visant à «

capturer la réalité syrienne à travers des reportages de qualité - actuellement disparus dans l'information et le chaos idéologique générés par le régime de Bassar El Assad - alliant précision et innovation afin d'attirer également l'attention des médias internationaux.
» (Sic!)

Nous savons dans quel chaos la Syrie a sombré grâce à ces « reportages de qualité » et, par extrapolation, ce que l'UE préparait pour l'Algérie si ce n'était l'extrême vigilance et la maturité politique de ses citoyens.

Alors, pouvons-nous conclure que la résolution du Parlement européen n'est en fait qu'une sorte de « service après-vente » concernant un « investissement » important pour l'UE et très douteux pour l'Algérie?

Et que dire des députés macronistes du groupe « Renew » qui ont quasiment tous voté pour la résolution contre l'Algérie? Ne trouvent-ils pas qu'ils sont incohérents avec la volonté de rapprochement affichée par leur président ou n'est-ce que de la poudre aux yeux?

L'UE et son parlement, tout comme le reste des pays occidentaux n'ont pas encore compris qu'un changement géopolitique majeur est actuellement en cours et que le temps de l'arrogance est révolu.

Les communiqués des Parlements panafricain et arabe qui rejettent et condamnent la déclaration du Parlement européen sur l'Algérie et qui exigent qu'il cesse complètement de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays africains et arabes sont des indicateurs qui ne peuvent pas tromper.

Ils indiquent aussi qu'il y a réellement quelque chose de pourri dans le Parlement européen. Ne sentez-vous pas ces relents pestilentiels et ces odeurs fétides?